

## ANALYSE

### Enquête L'Economiste-Sunergia

# Entreprises écoresponsables ou sociales: de quoi parle-t-on?

• Des définitions légales et normatives

• Mais un grand flou dans l'usage courant

• Quant à l'application sur le terrain...

CES nouveaux mots, RSE, écoresponsable, produits bio... ont souvent des sens élastiques. Pourtant nombre d'entre eux ont des définitions techniques, voire un sens fixé par la loi.

Les entreprises sociales, sont une promotion de la CGEM, le «label RSE» depuis 2006. Début 2019 la CGEM comptait qu'une petite centaine de ses membres était labélisés. Un tiers des entreprises labélisées RSE, sont des PME. Ce qui montre, dit Malika Youssoufne, vice-présidente de la «Commission entreprise responsable et citoyenne» pour la Confédération. La vice-présidente indique que 22 sociétés labélisées RSE sont cotées à la Bourse. 70% des labélisées sont des entreprises marocaines mais on ne peut pas savoir si la part des multinationales labélisées (30%) correspond à la part des multinationales dans l'ensemble de l'économie. Il n'y a pas de définition universellement acceptée



Les labels bio retenus pour les produits du Maroc (Source: ONSSA)

pour la responsabilité sociale de l'entreprise (voir encadré ci-dessous) mais elle fait l'objet d'une norme, ISO 26000, que le Maroc a adoptée.

#### Le social et le bio

La RSE va donc au-delà de l'ensemble des exigences légales comme les impôts, la couverture sociale, la sécurité du travail, l'empoisonnement de l'environnement, l'usage des sacs en plastique, la législation de l'eau... plus les réglementations ad hoc des produits pétroliers, des déchets hospitaliers...

L'éco-responsabilité est incluse dans les points 1 et 3 des exigences de la

RSE. Néanmoins, tout comme le mot «social» donne lieu à d'innombrables interprétations, l'écologie aussi se décline selon plusieurs branches aux contours plus ou moins définis.

Le texte de référence reste le Dahir du 6 mars 2014, qui porte la Charte de l'environnement et du développement durable (99-12, BO 20 mars 2014). On sait peu que pas moins de six dahirs plus toute leur ribambelle des lois et décrets, donnent du concret à la Charte. Il y a aussi une police de l'environnement. On peut même trouver tout ce que l'on cherche sur le sujet, regroupé sous une seule adresse: <http://www.environnement.gov.ma/fr/lois-et-reglementations/textes-juridiques?id=109>. On dira que la rapidité

de la recherche économise l'électricité! Une nouvelle implication est en train d'apparaître, toujours sous le drapeau de la CGEM avec l'activiste sociale Ghizlaine El Manjra: il s'agit d'identifier les actes que peut réaliser une entreprise, afin d'élever le niveau de richesses, de compétences ou d'inclusion autour d'elle.

Enfin, les produits bio se développent au Maroc, comme le montre l'enquête L'Economiste-Sunergia. Une foire-exposition a eu lieu du 21 au 23 juin 2019, à Casablanca (Cf. [leconomiste.com](http://leconomiste.com)). Les associations «Agressons vert» et «le club des entrepreneurs Bio» font une distinction entre le bio et les «hallal» ou «terroir». Il existe une réglementation depuis avril 2018, (loi 39-12) qui prévoit des certifications. Quelques organes certificateurs ont été agréés en une année. Ils ont le pouvoir de donner et de retirer la certification si la chaîne de production n'est pas aux normes. Les vérifications sont faites par l'ONSSA. Les amendes pour fraude peuvent aller jusqu'à 100.000 DH pour les faux certificats et de 50.000 DH pour un logo utilisé indûment. C'est une branche délicate, mais qui rapporte et donc peut tenter des tricheurs.

Il n'empêche que le bio est la première chose qui parle aux consommateurs dans ce nouveau secteur économique. □

N.S.

## La responsabilité sociale: les détails

LES définitions de la RSE au Maroc et en France sont assez différentes. Le Maroc parle de «communauté» et de développement en communauté. La France parle de «dialogue» et de «diversité». Les Marocains mettent en tête «les droits humains», puis ajoutent la «concurrence», la «gouvernance» et la «transparence», dont les Français ne parlent pas. Inversement la RSE à la française détaille les obligations vertes, quand la vision marocaine se contente d'un principe vague: «préserver l'environnement»

#### ■ La responsabilité sociale selon la CGEM

Au Maroc, la Charte RSE, a été installée en 2006 par la CGEM et sous les présidences d'Hassan Chami et Moulay Hafid Elalamy. Le texte a été actualisé le 31 janvier 2017. Elle exige de remplir neuf points:

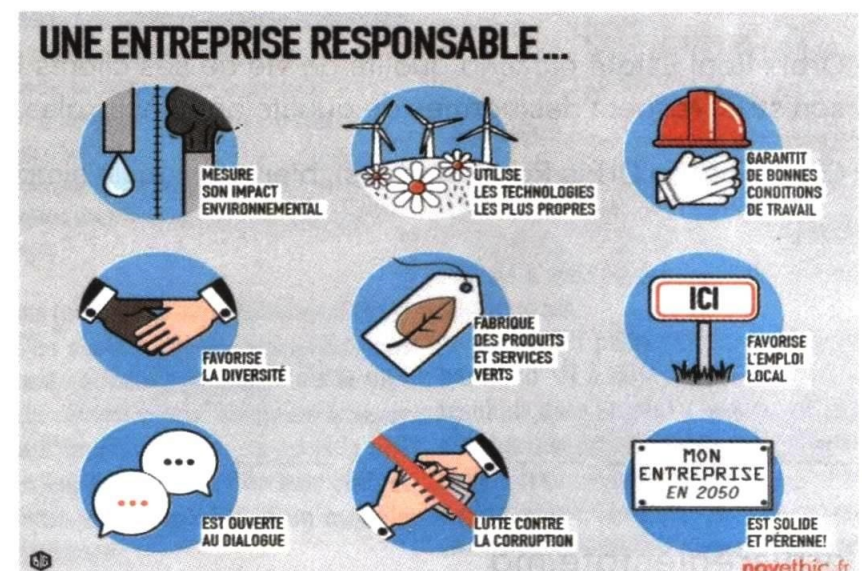
- 1- Respect des droits humains.
- 2- Amélioration en continu des conditions d'emploi et de travail et les relations professionnelles.
- 3- Préservation de l'environnement.
- 4- Prévention de la corruption.
- 5- Observance des règles de la saine concurrence.



Le logo de la Responsabilité sociale des Entreprises chez la Confédération générale des Entreprises du Maroc

- 6- Renforcement de la transparence de la gouvernance d'entreprise.
- 7- Loyauté vis-à-vis des intérêts des clients et des consommateurs.
- 8- Promotion de la responsabilité sociétale des fournisseurs et sous-traitants.
- 9- Développement de l'engagement envers la communauté.

#### ■ La responsabilité à la française



Source: Novethic, filiale de la Caisse des dépôts et consignations; France.